

Lundi, 20 mars.

Prix : 10 cent.

1^{re} Année, N^o 12.

LA COMMUNE DE PARIS

MONITEUR DES CLUBS

ON S'ABONNE A PARIS :

RUE BLANCHI, 25.

Paris. Départ.
3 mois. 6 fr. 9 fr.
6 — 12 — 18 —
Un an. 24 — 36 —

S'adresser, pour toutes les communications, au citoyen SORBIER, 25, rue Blanche.

L'un des gérants, rédacteur en chef : CHAIGNY.

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ, SOLIDARITÉ.

Paris, 19 mars.

Lorsque, durant les dix-huit années de la monarchie passée, période de martyre pour si grand nombre d'entre nous, la recherche du bien et du beau, du juste et du vrai occupait tant d'esprits sérieux, à peine obtenait-on de la part des maîtres d'alors un regard de pitié dédaigneuse. Ce sont des rêveurs, disaient-ils à leurs dévoués, des utopistes dont la valeur intellectuelle doit, sous un point de vue, être comparée à celle des monomanes pour lesquels s'ouvrent les maisons de santé. La sentence magistrale était acceptée d'autant mieux que la bouche d'où elle émanait s'ouvrait souvent pour répandre des grâces.

Que demandaient pourtant les républicains ? Qu'on laissât à chaque homme la faculté de développer ses facultés natives ; ils voulaient que chaque enfant pût donner, devenu homme, son dernier mot avant de mourir. Economistes, ils prétendaient que la société souffre un dommage énorme quand la majeure partie du travail intelligent est annihilée au profit de quelques-uns, heureux possesseurs du métal ; philosophes humanitaires, ils réclamaient la loi de Dieu, transformée si hideusement en bête de monnaie au profit du privilège et de la richesse. Ils avaient beau crier sur les toits : l'égalité, c'est-à-dire la justice et le droit. Les pervers opposés ne manquaient pas de pervertir, de calomnier notre langage. L'égalité du droit, c'est-à-dire le droit de vivre de toute sa vie, de publier sa pensée, de perfectionner la science, signifiait, selon les imposteurs repus, le partage des terres. Ceux-ci ne voyaient pas même que l'absurdité absolue était leur dernier terme ; que toutes les améliorations, tous les progrès suivent toujours les lois de la transition ; qu'une société, en un mot, ne se retourne pas du jour au lendemain comme on le fait d'un habit. Mais ces imposteurs parlaient à des hommes tenus à dessein dans l'ignorance et mis hors d'état d'en sortir. Les cupides avaient substitué à l'âme du monde, à la morale, à l'intelligence son tout puissant levier... quoi ? La force brutale et l'argent. Ils avaient construit une société à leur image, marchant sur les mains, la tête en bas.

Hommes de foi profonde, de volonté ferme, appuyés sur la justice et le droit, nous avons vaincu. Nos adversaires d'hier ont-ils vu se réaliser rien de ce dont ils nous accusaient ? Leurs calomnies ne sont-elles pas jugées ? Avons-nous déchainé contre eux les passions populaires ? Nous a-t-on vu escortés de ces bandes d'assommoirs et d'assassins embrigadés toujours à la solde de leur beau système ? Et cependant dix-huit années de ce traitement infâme pouvaient bien nous avoir aigri le cœur.

Au milieu de ce grand mouvement social, de ce flot d'idées montant, montant sans cesse, l'opposition d'alors a-t-elle suivi, ne fût-ce que de loin, la marche ascensionnelle de l'esprit humain ? a-t-elle marqué son passage par une de ces conquêtes politiques dont l'humanité profite ? Hélas ! non ; il nous en coûte de le dire, mais la vérité avant tout. Loin de gagner, l'opposition chaque jour perdait du terrain. Respectueusement posée, elle se permettait bien parfois de constater la laideur du fétiche, mais sans oser toucher à la casaque sacrée. A peine quelques rares voix, celles de Lherbette et de Ledru-Rollin entre autres, venaient de temps en temps secouer cette vieille friperie, aussi choquante aux yeux qu'à la raison. Le soleil de la vérité brûlait ces yeux dynastiques si faciles à endormir au son du tambourin monarchique. Il ne fallait rien moins, pour les éveiller, que le coup de tonnerre du 24 février.

Voient-ils plus clair aujourd'hui ? Rien ne le fait croire. La torpeur qui gagne ordinairement ceux dans le voisinage desquels éclate la foudre paraît agir encore sur nos ex-députés. Ils essaient bien de parler, de se mettre à la hauteur de la situation ; vains efforts. La vieille habitude les reprend ; ils retombent dans la fiction constitutionnelle sans s'apercevoir que la République a fait un pas de cent années. Ceux dont on nous a quelquefois conté l'histoire, et qui, ensevelis durant un siècle sous la neige, promènent sur un monde nouveau leurs yeux ébahis, donnent une ressemblance assez complète de nos anciens opposants.

Allons, messieurs, revenez à vous ; rappelez la voix sonore des jours passés, ne fût-ce que pour donner bon conseil à vos enfants perdus. Faites-leur bien entendre que leurs petites colères sont éminemment ridicules ; qu'on veut bien encore les prendre ainsi, mais que trop de persistance dans leurs mauvaises menées pourrait leur devenir nuisible. On peut ne pas faire grande attention au roquet hargneux qui ne fait que japper ; s'il veut mordre... vous m'entendez ?

Nous invitons les citoyens des départements à transmettre sans délai et franco les renseignements certains qu'ils pourront se procurer tant sur le compte des fonctionnaires restés en place que sur celui des solliciteurs. Il est du devoir de tous de ne pas laisser reprendre la bonne foi des ministres par cette tourbe éhontée qui n'a d'autre souci que de manger l'Etat.

Ces documents seront immédiatement communiqués à la commission instituée ad hoc ; elle s'empressera d'avertir les ministres, et au besoin elle publiera les noms.

Actes officiels.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

LE GOUVERNEMENT PROVISOIRE AU PEUPLE DE PARIS.

Citoyens,

Le Gouvernement provisoire croit de son devoir de vous remercier de la manifestation si imposante dont vous avez donné hier le magnifique spectacle.

Proclamé, pour ainsi dire, sous le feu du combat et dans le premier moment de la victoire, le Gouvernement provisoire a vu hier ses pouvoirs confirmés par ses deux cent mille citoyens, organisés comme une armée, marchant avec le calme de la puissance, et qui, par leurs acclamations, ont apporté à notre autorité transitoire la force morale et la majesté du souverain.

Peuple de Paris, vous avez été aussi grand dans cette manifestation, si régulière et si bien ordonnée, que vous aviez été courageux derrière vos barricades.

Notre désir, notre intérêt, notre vœu le plus cher, c'est de faire entrer dans les cadres de la garde nationale cette population vigoureuse dont les instincts d'ordre et d'organisation se sont produits hier avec un ensemble qui fait notre orgueil.

Le Gouvernement provisoire veut que tous les citoyens exercent leurs droits, que la garde nationale ne soit pas seulement en principe, mais en fait, le peuple armé.

Déjà le nombre des gardes nationaux, qui était, au 1^{er} février, de 36,731, forme aujourd'hui un effectif de 190,299.

Quels hommes, quels partis seraient assez insensés pour espérer de faire prévaloir des idées à jamais ruinées en présence de cette force démocratique qui, établie d'abord dans la capitale, le sera bientôt dans tous les départements.

Le Gouvernement provisoire, qui a voulu donner aux citoyens le temps nécessaire pour se faire inscrire sur les listes électorales, veut aussi que les citoyens puissent se réunir, s'entendre, discuter les candidatures et arrêter le choix de tous les officiers. Ce désir, qui nous a été exprimé par la population, nous semble d'autant plus raisonnable qu'avec un effectif presque quadruplé, il n'y aurait pas d'élections sincères sans une discussion complète de tous les candidats nouveaux.

C'est pour cela que nous prolongeons jusqu'au 3 avril prochain les élections de la garde nationale.

Le Gouvernement provisoire accomplit son devoir : citoyens, c'est à vous à faire le vôtre. Organisez vos candidatures sans perdre de temps ; songez dès aujourd'hui à vos choix pour l'assemblée nationale ; préparez-vous par une attention virile à l'exercice sérieux de vos droits ; comprenez combien il importe à la patrie que les gardes civiques reçoivent un complet développement ; comprenez combien il est nécessaire que la puissance provisoire du gouvernement soit remise aux représentants du peuple librement discutés, librement choisis par lui. Prouvez par votre activité que vous avez non pas seulement le sentiment de votre souveraineté, mais que vous en possédez l'intelligence. Conservez ce calme, cette union qui ont donné à tous vos mouvements un si noble caractère. Portez enfin dans les opérations électorales cet accord, cet ensemble dont votre manifestation d'hier a été un si éclatant symbole.

Encore une fois, le Gouvernement provisoire vous en remercie.

Le Gouvernement provisoire,

Vu l'effectif des citoyens inscrits sur les contrôles nouveaux de la garde nationale,

Arrête :

Les élections de la garde nationale pour Paris et la banlieue commenceront le 5 avril prochain.

Les membres du Gouvernement provisoire.

Effectif des légions de Paris au 18 mars 1848.

	EFFECTIF au 1 ^{er} février	INSCRITS du 1 ^{er} février au 18 mars	TOTAL
1 ^{re} légion.	4,599	10,000	14,599
2 ^e —	7,605	7,395	15,000
3 ^e —	5,082	2,918	8,000
4 ^e —	5,978	8,022	14,000
5 ^e —	4,753	15,250	19,983
6 ^e —	6,250	21,910	28,140
7 ^e —	4,745	12,604	17,347
8 ^e —	4,901	15,199	20,100
9 ^e —	2,582	6,413	8,795
10 ^e —	5,406	4,997	10,403
11 ^e —	5,954	15,320	17,274
12 ^e —	5,418	15,509	18,627
	56,731	133,548	190,299

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Le Gouvernement provisoire arrête :

1^o Les musées du Louvre, du Luxembourg, de Versailles, les galeries des anciennes résidences royales et palais du Gouvernement, sont distraits de l'administration de la liste civile pour rentrer dans les attributions du ministre de l'intérieur ;

2^o Le ministre de l'intérieur fera rechercher les objets d'art appartenant à l'Etat qui auraient été dépla-

cés et qui se trouveraient compris indûment dans le domaine privé, ainsi que ceux qui se trouveraient dans les établissements publics qu'ils soient ;

3^o Les trois manufactures de Sèvres, des Gobelins et de Beauvais rentrent dans le département de l'agriculture et du commerce.

Fait en conseil de Gouvernement, le 18 mars 1848.

Les membres du Gouvernement provisoire.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Le Gouvernement provisoire,

Vu la lettre du 29 février dernier, par laquelle le maire de Bourbon-Vendée (département de la Vendée) demande que cette ville reprenne son nom de Napoléon ;

Considérant que ce vœu se recommande par des souvenirs glorieux,

Arrête :

La ville de Bourbon-Vendée portera désormais le nom de Napoléon-Vendée.

Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret

Fait à Paris, en conseil de Gouvernement, le 18 mars 1848.

Les membres du Gouvernement provisoire.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Le Gouvernement provisoire décrète :

Un monument sera élevé au maréchal Ney sur le lieu même où il a été fusillé.

Fait en conseil de Gouvernement le 18 mars 1848.

Les membres du Gouvernement provisoire.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Le Gouvernement provisoire,

Considérant que, dans les dernières sessions législatives, un certain nombre de départements et de communes ont été autorisés à contracter des emprunts dont le montant est destiné à des travaux d'utilité publique, départementale et communale ;

Considérant que le taux de l'intérêt de ces emprunts avait été fixé par les lois qui les ont autorisés, et que ce taux n'est plus en rapport avec celui auquel les prêts se font généralement en ce moment.

Décrète :

Les départements et communes qui, par des lois rendues dans les dernières sessions législatives, ont été autorisés à contracter, au taux de 4 1/2 pour cent, des emprunts destinés à des travaux d'utilité publique, départementale et communale, sont autorisés à porter le taux de l'intérêt de ces emprunts à 5 pour cent.

Fait en conseil de Gouvernement, le 18 mars 1848.

Les membres du Gouvernement provisoire.

M. Jobard, procureur général à la cour d'appel de Besançon, est nommé président de chambre à la même cour ;

M. Alexandre-Michel Ladichère, avocat, est nommé commissaire du Gouvernement près le tribunal de Grenoble, en remplacement de M. Bert, ancien député ;

M. Maignan, notaire, est nommé juge suppléant au tribunal civil de Sigri, en remplacement de M. Marais, démissionnaire, pour cause de maladie.

Un oubli fait à l'imprimerie a retardé notre réponse à M. de Girardin. Nous la donnons aujourd'hui en regretant d'avoir, bien malgré nous, fait attendre.

Dans notre numéro du 15 mars, nous avons posé à la Presse une question précise à propos d'une réclamation faite par les rédacteurs de la Démocratie pacifique.

Voici la réponse de la Presse :

« Nous ne savons pas quels sont les rédacteurs de la Commune de Paris, Moniteur des Clubs ; mais ils doivent être de nos amis, si nous en jugeons par la franchise de l'interpellation qu'ils nous adressent en ces termes :

« Avant de souffrir que régence ou monarchie s'implantent de nouveau en France, on nous aura passé sur le ventre à tous. Vous sentez-vous de force à le faire, à le tenter seulement ?

« Nous sommes explicites, et M. de Girardin nous donne le droit de lui en demander autant. Nous posons donc la question à notre tour en nous adressant à lui-même :

« Êtes-vous au nombre de ceux qui conspirent pour avoir la régence ? la désirez-vous ?

« La réponse doit être faite, ce nous semble, par oui ou par non, sans phrases.

« Nous demandons encore à M. de Girardin : « Êtes-vous compris dans les conciliabules légitimistes, par l'ordre desquels on fait une haute paie de 12 fr. par semaine aux ex-sergents de ville et autres héros « ejusdem farinae ? » Cette solde est donnée dans certain

« hôtel du faubourg Saint-Germain. »
« Nous enregistrerons les réponses. »

« Interpellation catégorique ; — réponse catégorique : »

« *Conspirez-vous sourdement pour la régence ?* — Non ; ni sourdement, ni même ouvertement ; ni de fait, ni d'intention.

« *La désirez-vous ?* — Non ; ce que nous désirons uniquement, c'est la République ; une République avec un président élu pour cinq ans, comme en Amérique.

« *Êtes-vous compris dans les conciliabules légitimistes ?* — Nous en ignorons même l'existence. Ce que nous savons seulement, c'est qu'il y a plus loin du comte de Paris au comte de Chambord, que du comte de Chambord à la République. Donc, si nous étions pour la régence, nous ne serions pas pour la légitimité.

« Nous sommes pour la liberté et l'égalité.

« Enregistrez nos réponses, et si vous avez d'autres questions à nous adresser, faites-les toujours avec la même netteté ; nous y répondrons avec la même sincérité. E. G. »

Nous n'avons qu'un seul mot à joindre aux lignes qui précèdent, un mot pour éclairer M. de Girardin.

Les rédacteurs principaux de la *Commune de Paris*, *Moniteur des Clubs*, sont deux incorrigibles, comme on disait au bon temps. Leurs noms sont inscrits en tête du journal.

Tous les deux ont été membres du comité des Droits de l'homme et des *Amis de la vérité*, dont l'un était président. C'est de cette loge que sortirent jadis les glorieux sergents de La Rochelle.

L'un d'eux revendique l'honneur d'avoir défendu la barricade de Saint-Merry ; l'autre celui d'avoir été incarcéré un peu plus tard, pendant onze mois, pour sa foi républicaine.

Comme on vient de le voir, la *Presse* n'a pas fait attendre sa réponse. Le *Siccle*, le *Constitutionnel* et le *Club républicain pour la liberté des élections* ne l'ont pas faite encore. Nous attendons.

Une pièce fort curieuse que nous donnons en substance a été trouvée dans les cartons du ministère des affaires étrangères.

Rapport adressé à M. le garde des sceaux Hébert par M. le procureur du roi Boucly.

Il y a deux ans, le préfet de police aurait fait remettre à M. Boucly une note annonçant la vente d'un psautier manuscrit fort curieux, vente effectuée à Londres. C'était un manuscrit de la bibliothèque de Grenoble. La même note annonçait que des soustractions analogues avaient été faites à Montpellier.

Une autre note pseudonyme apprit quelques jours après que l'auteur de ces soustractions était un rédacteur des *Débats* et de la *Revue des Deux-Mondes*, grand pourfendeur de jésuites, Zoile acharné de notre Arago, qui l'avait arraché à la misère, un échappé d'Italie, M. Libri, *puisque il faut l'appeler par son nom*.

Des perquisitions furent faites à Montpellier, à Grenoble, à Carpentras, à Troyes, à Poitiers, à Albi, etc., et aux imputations vagues qui s'élevaient contre M. Libri succédèrent bientôt des révélations accablantes. On apprit ainsi que ce conservateur de nos bibliothèques consacrait merveilleusement à faire des collections à son profit les missions dont il était chargé.

A Poitiers, il a été soustrait, dans la bibliothèque publique, une lettre autographe d'Urbain Grandier et quatre chartes des dixième, douzième et treizième siècles.

A Albi, quatre manuscrits en latin des neuvième et dixième siècles.

De 1840 à 1843, six ouvrages de prix disparurent encore.

La bibliothèque de Troyes se ressentit également des visites de M. Libri.

Celle de Carpentras a vu disparaître les œuvres de Théocrite et d'Hésiode en grec. M. Libri les a emportées et a restitué un autre exemplaire à la place. L'autre a été vendu à Londres.

Un autre ouvrage précieux (*Il libro del cortegiano, del conte Baldesar Castiglione*), ayant appartenu aussi à la bibliothèque de Carpentras, se trouve aujourd'hui entre les mains de M. Yéménis, à Lyon.

M. Libri ne se bornait pas à mettre à contribution les bibliothèques françaises. Aventuriers pirate bibliophile, il cinglait encore vers les collections étrangères : à preuve qu'ayant été véhémentement soupçonné d'avoir soustrait des livres à Florence, l'entrée de la bibliothèque de Milan lui aurait été fermée.

Le *National*, le *Courrier français*, la bibliothèque de l'école de Chartres, ont fait des allusions aux pirateries de M. Libri.

Des renseignements fournis par MM. Carleton et Téchener, par MM. Tripier, Lerabanne, Chauchard, Scott, Moreau et Simonin, les mettent hors de doute. Enfin les nombreuses ventes que M. Libri a fait faire à Londres sont des indices irréfragables de sa culpabilité.

Moralité. Quand la corruption part de haut, elle n'a qu'à se laisser tomber pour pénétrer jusqu'aux dernières couches de la société. Cette phrase n'est pas de nous, elle est de l'Allemand Herder. Le dernier système qui a pesé sur la France montre quelle profonde vérité elle exprime. Le signal était donné par le chef suprême, irresponsable, et d'un bout à l'autre de l'échelle, du monarque au dernier commis, tout le monde se précipitait dans la filouterie, dans le vol. Le usage des fictions constitutionnelles abritait presque tous les grands voleurs, souvent même les petits. Aujourd'hui que ce rideau étendu sur les infamies de toute espèce a été enfin balayé loin de France par le souffle irrésistible de la démocratie, comme les étoiles sous la brume apparaissent les grands hommes du *pays légal*. Au milieu de cette pléiade qui étincelait au ciel du juste-milieu se détache M. Libri. Gloire à M. Libri ! Mais ne vous laissez absorber par la contemplation de cette figure idéale ; portez plutôt vos regards ailleurs : vous en verrez bien d'autres !

Un événement grave vient de s'accomplir à Périgueux qui mérite le blâme le plus formel de la part de tous les patriotes. Nous ne craignons pas de le dire hautement, l'acte du conseil municipal de cette ville est un acte de mauvais citoyen. Sous prétexte que les com-

missaires du Gouvernement provisoire étaient des communistes, il a jugé à propos de s'insurger contre ce même Gouvernement ! Ce Gouvernement que le peuple de Paris venait en masse, il y a deux jours, fortifier de son adhésion, contre le ministre de l'intérieur, le citoyen Ledru-Rollin, qu'il a couvert d'unanimes témoignages de confiance. Le conseil de Périgueux a remis au citoyen Dusollier une protestation contre la nomination des citoyens Dulac et Numa-Dufraisse. Le commissaire Dusollier ne s'est pas moins oublié quand il a déclaré qu'il ne partagerait le pouvoir ni avec l'un ni avec l'autre de ces messieurs.

En vérité voilà des manifestations qui font bien peu d'honneur aux villes périgourdines. Avant de prendre cette déplorable, cette inqualifiable résolution, le conseil municipal de Périgueux a-t-il bien réfléchi, a-t-il pesé les conséquences fâcheuses de l'acte dont il assumait la responsabilité, le mauvais effet de l'exemple qu'il donnait à la France par sa rébellion brutale envers le ministre sous la juridiction duquel il se trouve ? Ne sait-il pas que nous sommes dans un état de transition où le concours de tous doit être acquis aux hommes confiants et intrépides que la voix populaire a placés à la tête du gouvernement. Les difficultés contre lesquelles il lutte pour asseoir la République sur des bases inébranlables ne sont-elles pas déjà assez nombreuses que vous songiez à les accroître par des étourderies d'écolier révolté, par des clabauderies de poltron effarouché ? « Le communisme est à nos portes, » avez-vous clamé. La belle raison ! Ne dirait-on pas que les citoyens Dulac et Dufraisse viennent secouer sur vos têtes les brandons de la guerre sociale ! Pensez-vous qu'il y ait des hommes assez fous pour vous précipiter immédiatement dans l'application de théories aujourd'hui et pendant des siècles et peut-être toujours impraticables. Non, je le répète, ce n'était là qu'un prétexte ; votre mauvaise foi s'est hâtée de le saisir pour en autoriser un véritable crime, le plus grave de tous après celui de trahison, surtout à l'époque où nous sommes, l'insubordination. Vous recueillerez les fruits de votre odieuse tentative. Si le Gouvernement comprend bien sa mission, il y répondra par la révocation immédiate du commissaire Dusollier et la destitution du conseil municipal. Pour notre part, et nous croyons exprimer ici l'opinion de tous les vrais citoyens, nous ne trouverons pas ces mesures trop sévères.

RÉVOLUTION A VIENNE.

Le *Zeitung's-Halle* du 17, dans un supplément spécial, rend ainsi compte des événements décisifs que nous signalons :

Vienne, 15 mars. — Ce qui étonnera généralement toute l'Allemagne, c'est que *Vienne est en pleine révolte*. Tous les habitants se sont levés en masse, tous les esprits sont en fermentation ; les étudiants se sont ralliés à la garde bourgeoise. La foule s'est portée sur la villa de M. de Metternich, située sur le Rennweg, et l'a incendiée.

Après cela, la masse se porta devant la chancellerie d'Etat, les étudiants ouvrant la marche. On fit les demandes les plus exagérées. On vit paraître sur le balcon une personne (qu'on ne connaissait pas) qui déclara que l'empereur satisfaisait en peu de temps tous les vœux ; que S. M. mettait toute sa confiance dans la fidélité de ses Vénitiens ; que depuis longtemps le gouvernement impérial occupé de la confection des lois qui se rattachent au bien-être du pays, et que le peuple serait surpris agréablement par les intentions opportunes et bienveillantes de l'empereur.

Cependant les troupes s'étaient déployées, et l'on entendait des feux de peloton bien nourris ; quelques personnes assurent même que l'on a tiré à mitraille.

Au départ du courrier la tranquillité n'était pas encore rétablie. On parle de 19 morts et de 14 blessés. — L'émeute a été terrible. Les cris : *La constitution ! la liberté de la presse !* ont été proférés. C'est surtout dans l'après-midi que la foule est devenue compacte. Le conseil de guerre auquel avait pris toutes les mesures nécessaires. Les portes avaient été fermées pour séparer la ville intérieure des faubourgs ; la bourse a été fermée. On assure que ce sont les députés de Presbourg qui ont donné l'impulsion au mouvement. Les étudiants, après avoir prononcé des discours très-énergiques, ont entraîné les ouvriers, harangués à leur tour par un des leurs. Des groupes se sont formés, où les étudiants et les bourgeois haranguaient le peuple.

A quatre heures et demie, la troupe a tiré sur le Indenplatz : six hommes ont été tués. La révolte avait alors atteint son plus haut paroxysme. Le capitaine commandant a été renversé de cheval. On a placé sur son cheval un étudiant qui avait été blessé à la tête. Le peuple qui lui servait d'escorte proférait des cris de vengeance en parcourant la ville. Les soldats ont été sifflés et baffoués ; un détachement d'artillerie a été obligé de retirer ses baïonnettes sur l'ordre qui lui en a été donné par le peuple. Tous les magasins ont été fermés. On craint que pendant la nuit les faubourgiens ne descendent dans la ville. L'apparition de la milice bourgeoise, musique en tête, a fait éclater parmi la population une joie bruyante. Le mot d'ordre est : *la Constitution et la liberté de la presse*. Des pétitions sont rédigées en ce sens ; plus de 20,000 signatures y sont déjà apposées.

7 heures du soir. — On apprend que les rails des chemins de fer viennent d'être brisés.

14 mars. — A 8 heures du soir, le peuple s'est porté contre l'hôtel de la police. Près du Prater, la troupe a fait cinq feux de peloton ; à 40 heures les étudiants étaient armés. Metternich et Lednizki se sont enfuis. Le peuple marche sur la donau.

Une nouvelle ère s'ouvre pour l'Autriche. A l'ouverture de l'assemblée des États, les étudiants et les bourgeois se sont réunis. Ils ont présenté des pétitions pour la réforme. Ces pétitions ont été reçues ; mais la réponse à la demande y contenue a été ajournée. Ceci n'a pas paru du goût du peuple. Des rassemblements se formèrent, la troupe sortit des casernes, des coups de fusil furent tirés, l'exaspération populaire fut alors à son comble. La retraite de Metternich, à dix heures du soir (il a quitté Vienne dans la matinée), et l'armement des étudiants et des bourgeois ont contribué au rétablissement de l'ordre.

En ce moment tout est calme. Les soldats ont quitté la capitale ; les places et les édifices publics sont occupés par les étudiants et les bourgeois. Il n'est pas dou-

teux que toutes les demandes du peuple ne soient prises en considération et que le peuple autrichien ne jouisse bientôt des mêmes droits que les populations allemandes.

A une heure de l'après-midi, il a été annoncé publiquement que l'empereur décrétait l'établissement d'une garde nationale, qui sera sous les ordres du comte Hoyer. A trois heures, on commençait à s'inscrire dans le Manège pour faire partie de la garde nationale.

Tous les princes de la famille impériale qui se sont rendus impopulaires dans ces dernières circonstances rentrent dans la vie privée.

La liberté de la presse est accordée. La sympathie entre les étudiants et les bourgeois est très-vive. La joie est universelle. La ville a été illuminée. Toutes les patrouilles de la garde bourgeoise circulant le soir dans les rues ont été accueillies par des vivats : on agitaient les mouchoirs aux fenêtres en signe d'assentiment.

Les effluves les plus précieuses sont offertes aux bourgeois et aux étudiants pour en faire des écharpes. On leur jette des lauriers et des fleurs. On n'a pas à regretter le moindre désordre. Cette révolution est unique dans son genre. On comptait hier dix morts parmi les étudiants. La bourse a été fermée.

En annonçant notre journal, le *Courrier de Marseille* paraît douter que les matières spéciales dont il s'occupe soient bien intéressantes pour nous : c'est de sa part une modestie que nous n'acceptons pas.

L'échange aura donc lieu comme par le passé, si la rédaction du *Courrier de Marseille* date sa lutte en faveur de la République de moins de dix ans que nous, il pourra faire que ce point disparaisse. Nous croyons *a priori* à la bonne foi, parce que nous avons l'habitude d'estimer l'homme.

Le ministre de la guerre vient de recevoir la lettre suivante, qui lui est adressée par le général Cavaignac, gouverneur général de l'Algérie :

« Oran, le 8 mars 1848.

« Monsieur le ministre,

« J'ai eu l'honneur de vous informer qu'au reçu du *Moniteur officiel* du 25 février dernier, j'avais pris le commandement de l'armée d'Afrique et le gouvernement de l'Algérie. Je pars cette nuit pour Alger, à bord du bateau à vapeur le *Veloce*. J'espère y être le 10 dans la matinée. Je vous écrirai pour vous rendre compte de la situation des provinces de l'est, avec lesquelles je n'ai point eu de communication.

« J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint un exemplaire de chacune des proclamations que j'adresse à l'armée et à la population d'Afrique. J'ai la confiance qu'elles obtiendront l'approbation du Gouvernement provisoire. Je serai heureux d'en recevoir de vous l'assurance. En ce qui concerne l'armée, il n'y a pas deux langages à lui tenir. En ce qui concerne la population civile, il est évident qu'il y a lieu de constituer le gouvernement sur des bases conformes à l'esprit républicain. Je ne tarderai peut-être pas à faire connaître au Gouvernement provisoire mon opinion sur les mesures à prendre. J'ai donné une satisfaction naturelle et nécessaire à la population en lui annonçant qu'elle serait appelée à étudier par ses délégués les modifications à apporter.

« Monsieur le ministre de la guerre, à l'état actuel des choses, le Gouvernement de la République peut compter qu'autant je suis décidé à m'appuyer sur l'excellent esprit de l'armée pour y continuer l'observation d'une exacte discipline, autant je suis prêt à conseiller l'adoption de toutes les réformes qui placeront les populations civiles de l'Algérie dans des conditions dignes de la République.

« Je sors à l'instant d'un banquet patriotique auquel ont souscrit spontanément toute la partie notable de la population et les officiers. Cette réunion, qu'animait l'esprit républicain, a donné lieu aux manifestations les plus fermes et les plus sages.

« Agréez, etc.

Le général de brigade gouverneur général de l'Algérie.

E. CAVAIGNAC.

Le gouverneur général de l'armée d'Afrique.

Soldats,

La République est constituée ; elle l'a été aux acclamations du pays. Une assemblée solennelle de la nation ne tardera pas à sanctionner le premier acte de sa volonté.

Soldats, le devoir, cette fois, vous est facile à remplir. Vos bras appartiennent à la patrie ; vous serez heureux de verser votre sang pour elle.

Le Gouvernement provisoire de la République m'a appelé à votre tête. Soldats, je ne m'y trompe pas ; si la nation n'avait eu besoin d'un homme dévoué, son Gouvernement pouvait presque jeter au hasard, parmi vous, le bâton de commandement. Le Gouvernement a voulu autre chose, il a voulu répondre à la pensée du pays tout entier. En me désignant, il a voulu honorer, au nom de la nation, la mémoire d'un citoyen vertueux, d'un martyr de la liberté.

De grands devoirs me sont imposés, j'y serai fidèle. Les vôtres, vous les connaissez, et vous n'y manquerez pas.

La nation veut que vous soyez commandés avec fermeté, avec justice. A ceux à qui elle confie son pouvoir sur vous, elle ordonne de ne pas oublier que vous êtes ses enfants. Elle veut que vos chefs méritent votre confiance ; elle leur défend de l'obtenir par la faiblesse et l'oubli des devoirs. Vous me trouverez tel que beaucoup de vous me connaissent, car je ne suis pas nouveau parmi vous. Quant à vous, vos devoirs se résument dans un mot, l'obéissance. L'obéissance non à la volonté d'un homme, mais à la loi militaire, telle que la volonté l'a faite.

Soldats, votre attitude, votre amour du devoir et de la discipline vont rassurer les amis de la République et inspirer à ses ennemis une crainte salutaire.

Le gouverneur général,

E. CAVAIGNAC.

Le gouverneur général à la population de l'Algérie.

Habitants de l'Algérie,

La République a été proclamée, reconnue, aux acclamations du peuple, et l'assemblée de la nation sanctionnera bientôt ce premier acte de sa volonté. Vos

ient pri-
chien ne
pulations
cé publi-
ent d'une
du comte
s'inscrire
nationale.
i se sont
onstances

ympathie
-vive. La
toutes les
soir dans
n agitait
ment.
ux bour-
pes. On
pas à re-
est uni-
orts par-

Marseille
il s'occu-
est de sa
ssé, si la
te en fa-
il pour-
s à priori
de d'esti-

la lettre
vaiguac,
s 1848.

reçu du
s pris le
ouverne-
r, à bord
10 dans
e compte
esquelles

n exem-
adresse à
onfiance
rnement
ous l'as-
pas deux
pulation
r le gou-
républi-
aire au
es mesu-
urelle et
t qu'elle
modifica-

at actuel
que peut
sur l'ex-
ervation
conseiller
t les po-
tions di-

e auquel
table de
'animait
stations

Algérie.

c.

e.

x accla-

de sa

à rem-

us serez

que m'a

pas; si

dévoû,

hasard,

Gouver-

ndre à la

l a vou-

d'un ci-

i fidèle.

nquerez

vec fer-

on pou-

ue vous

nt votre

mblesse

beaux

nou-

sument

la vo-

e que la

ir et de

publique

at,

gérie.

ux ac-

san-

te. Vos

acclamations ont déjà répondu à celles qui venaient de la mère-patrie; vous vous êtes réjouis, comme citoyens, du rétablissement du règne de la liberté; vous vous êtes réjouis d'apprendre que la nation avait repris en main ses pouvoirs, et voulait présider seule désormais à ses affaires, à sa destinée. L'intérêt de la patrie vous a préoccupé avant tout, et cela est juste; mais à côté de cet intérêt, vous placez celui de notre pays d'adoption, entièrement lié dans votre pensée, comme dans la nôtre, à l'intérêt de la patrie elle-même.

Le Gouvernement provisoire de la République m'a désigné pour le représenter en Algérie; vos intérêts sont devenus les miens, et je m'y dévoue, parce que l'honneur du pays s'y attache. Au milieu de grands événements, de grandes pensées vous occupent. Bien-tôt ceux que vous aurez choisis viendront au centre du Gouvernement, animés de votre esprit, pénétrés de vos besoins, étudier avec nous ce qu'il est utile de faire. Ce que je croirai utile, je le proposerai au Gouvernement; le Gouvernement, au nom du peuple, réglera votre présent, préparera votre avenir.

Habitants de l'Algérie, ma pensée est droite, mon intention est pure; ce que je crois bon je vous le dirai, ce que je croirai mauvais n'aura pas mon appui. La nation seule est puissante; c'est elle qui ordonne, c'est à elle qu'on obéit, c'est à elle qu'il est glorieux et doux d'obéir.

Préparez-vous, dans le calme et dans la réflexion, à répondre à mon appel; la pensée qui naît ainsi est rarement mauvaise. Une juste émotion vous domine; cette émotion est légitime, utile, nécessaire. Le repos et la tranquillité doivent en naître, et alors nous pourrions étudier les besoins de l'administration, des affaires publiques, de la justice rendue au nom du peuple. Nous étudierons vos besoins municipaux, ceux qui se rapportent à l'expression de la pensée, à la discussion publique des intérêts généraux.

Habitants de l'Algérie, vous aurez compris, comme moi, que la mémoire de mon noble frère est vivante parmi les grands citoyens qui m'ont choisi pour présider à ses affaires. En me désignant, ils ont voulu faire comprendre que la nation entend que le Gouvernement de cette colonie soit établi sur des bases dignes de la République.

Le gouverneur général,
CAVAIGNAC.

Nous recevons aujourd'hui l'*Écho d'Oran*; il contient les deux proclamations suivantes :

« Le Gouvernement républicain a été institué à Paris ainsi que dans toute la France. L'Assemblée nationale fera bientôt connaître la volonté du peuple. Vous porterez cette nouvelle à la connaissance de la population, et vous ferez reconnaître immédiatement le Gouvernement républicain; vous voudrez bien me rendre compte de l'exécution de cette mesure.

« Le gouverneur général de l'Algérie,
« CAVAIGNAC. »

Citoyens,

« La République est proclamée.

« Cette grande révolution s'opérera dans notre province avec la dignité et le calme qui ont marqué son avènement dans la France entière.

« Unis dans une seule pensée, tous dévoués à la sainte cause de la patrie et de la liberté, nous ne resterons pas au-dessous des devoirs qui nous sont imposés et de ce que le pays attend de nous.

« Vive la France! vive la République!

« Oran, le 6 mars 1848.

« Le directeur des affaires civiles, par intérim.
« GARBÉ. »

CHRONIQUE ÉLECTORALE.

Le comité électoral de Pontoise, désigné dans une assemblée générale, déclare qu'il veut la République et l'ordre dans la liberté.

— Il s'est formé à Auch un comité national d'élections qui n'est composé que d'ex-conservateurs. En face de ce comité s'est établie une société populaire, qui organise les comités cantonniers pour le combattre.

— Un nombre assez considérable de citoyens d'Avize (Marne) se réunissent en comité électoral, et ils ne soutiendront que les candidats républicains.

— Le comité électoral de la Sarthe invite les électeurs à repousser absolument tous les républicains du lendemain.

— Les comités électoraux de la Haute-Marne s'organisent et fonctionneront très-prochainement.

— Plusieurs comités électoraux nous expriment le désir qu'on utilise les votes de l'armée dans l'intérêt des candidats républicains. On pourrait envoyer dans tous les arrondissements, vers le 25 mars, la liste des candidats vraiment républicains de chaque département.

— Nous recevons le procès-verbal de plusieurs des réunions préparatoires pour les élections de la garde nationale. La majorité des candidats se déclarent républicains quand même envers et contre tous.

Nous publions avec empressement la lettre suivante :

« Paris, 18 mars 1848.

« Monsieur,

« Il importe de bien fixer le sens de la démonstration faite hier par une partie imposante de la population laborieuse de Paris. Vous le comprendrez facilement, puisque cet acte mal interprété pourrait faire naître les dissensions et la défiance, tandis que, dans l'esprit de tous, il avait pour objet de ranimer la confiance en faisant vibrer à l'unisson tous les sentiments nobles et généreux du peuple.

« J'ai ma part de responsabilité dans cette manifestation, car trois cents ouvriers m'ont fait l'honneur de marcher à ma voix. Nous tenons tous à ce que nos sentiments soient produits au grand jour; nous y tenons d'autant plus que, pour beaucoup d'entre nous, la réputation a été improvisée.

« Sous l'impression d'une démarche imprudente, de tentatives coupables, de rumeurs alarmantes, nous avons voulu exprimer de nouveau notre dévouement

à la République et notre sympathie aux membres du Gouvernement provisoire.

« Hommes de travail, nous sentons autant que personne le besoin de l'ordre; nous ne voulons pas le troubler. Nous l'avons prouvé par notre tenue calme, par le chaud accueil que nous avons fait aux généreuses paroles d'union et de fraternité qui ont été reportées dans nos rangs, et par le dessein hautement exprimé de reprendre immédiatement nos travaux un instant interrompus.

« Nous nous reposons avec confiance sur l'habileté des hommes de cœur et de courage qui portent le fardeau des affaires du soin de faire face aux difficultés de la situation : le peuple ne peut chercher à l'aggraver; ce serait de sa part un acte de folie, et nul, jusqu'à ce jour, ne lui a refusé le bon sens.

« Agréez, monsieur, l'assurance de mes sentiments distingués.

« F. LEFORT, ancien élève de l'école Polytechnique. »

Compte rendu des Clubs.

DÉPUTATION DES CLUBS DE PARIS.

1^o Club des Hommes libres, représenté par les citoyens Le Fèvre, Gadon et Laugier.

2^o Club de la République centrale, au Prado. Rigaud, Bajomez (Alfred), Narion, Warée, Barillot, Delavaux et Chaussy.

3^o Club du Progrès démocratique. Fontaine, Delonno, Martel et Bassens.

4^o Club de la Garde nationale, boulevard Montmartre, 40. Bouillet, Finker et Moreau.

5^o Club de la Réforme, à Gentilly. Mouzat et Mirouffe.

6^o Club des Amis de la République, à Vaugirard. Tuvache, Dubos, Cugnot et Guilloleau.

7^o Club républicain de la ville de Neuilly. Mollet, Leroy et Girard.

8^o Club fraternel des Quinze-Vingt, 1^{re} section, rue Traversière-Saint-Antoine, 15. Barbier et Clémency.

9^o Comité central démocratique, boulevard Bonne-Nouvelle. Adam et Sedail.

10^o Club de Bercy. Hartel, Masse, Bonhomme, Marteau.

11^o Club de la Porte-Montmartre. Blocq et Montgineau.

12^o Club des Droits de l'homme. Maison et Pelin.

13^o Club fraternel des Amandiers. Lahaye, Boutigny, Bertrand.

14^o Club des Droits et des Devoirs de l'Ecole de médecine. Jonchol, Caillaud et Locke.

15^o Club de l'Union républicaine, rue Jacob, 15. Alairac, Sauzoy.

16^o Club républicain de Saint-Georges. Laurent, La Moskowa, Brehant, Verluwant.

17^o Club de l'Emancipation. Suan, Castelnau, Lebosca.

18^o Club patriotique du 7^e arrondissement. Jacquemin, Rodel, Fromantin, Durost, Billard.

CLUB RÉPUBLICAIN DE BERCY.

En se rendant aux vœux de la société républicaine de Bercy, le citoyen Raspail est venu lundi dernier prendre possession de la présidence honoraire de cette société.

Cet honorable patriote a pris la parole, et dans une improvisation brillante et soutenue, il a captivé pendant une heure et demie l'attention sympathique d'un nombreux auditoire. (1200 citoyens).

En développant à grands traits les obligations du gouvernement républicain et les devoirs des citoyens, il a particulièrement insisté sur la nécessité du loyal concours de tous pour le maintien de l'ordre et l'établissement régulier des institutions démocratiques, conquises par la révolution de Février : union, amour, dévouement, pardon, oubli, volonté ferme d'améliorer la condition physique et morale des travailleurs. Tels sont sommairement les sentiments et les mobiles moraux que l'orateur a recommandés au culte passionné de ses auditeurs.

Le citoyen Raspail a justifié, par sa parole, dans cette trop courte entrevue, les garanties que sa vie passée a données à la cause de la liberté. Une belle intelligence, une grande érudition, des sentiments nobles et généreux, une parole douce et persuasive lui assignent une place distinguée dans l'assemblée que le pays va élire. Espérons que les électeurs ne failliront pas à leur mandat.

Le président du club et membre de la commission provisoire de Bercy, A. Hartel.

Le secrétaire, Boul; P. Martin, Dumon, Fortier-Beaulieu, Denise, Garby, Durbrant, membres de la commission provisoire de Bercy.

Etranger.

ANGLETERRE.

Les journaux anglais arrivés aujourd'hui n'apportent aucune nouvelle importante. Nous remarquons qu'ils s'accordent pour reconnaître que les mesures financières prises récemment par le Gouvernement provisoire et notamment celle relative à la circulation des billets de la banque de France ont produit un excellent effet dans la cité. Ils parlent également d'envois prochains de numéraire en France, comme d'une spéculation avantageuse, si les espèces continuaient à être recherchées comme elles l'ont été depuis quelques jours.

— Des lettres de Londres affirment que Louis-Philippe est le plus riche propriétaire en fonds anglais que l'on ait vu depuis longtemps. On n'évalue pas à moins de 200 millions en capital ses placements sur les fonds anglais seulement.

Voici une petite relation de voyage dans laquelle rien n'est oublié, pas même le petit coffre-fort *vade mecum* de toutes les royautés en congé définitif.

Nous lisons dans le *Hampshire independents* :

Le *Dispatch*, capitaine Goodridge, était au Havre; l'*Express*, commandant Paul, stationnait près du quai. Le capitaine Goodridge allait et venait fréquemment du navire à la rue de la Gaffe; ses sorties étaient mysté-

rieuses. Le jeudi soir vers huit heures on donna l'ordre à l'*Express* de chauffer. Un vieil lard enveloppé dans un paletot de voyage, la figure presque entièrement couverte d'un châle, avec une paire de lunettes vertes et un bonnet de voyage, descendit à bord, avec l'aide du consul d'Angleterre et du capitaine Goodridge; le consul lui disait adieu : « Prenez garde, mon oncle, lui disait-il en anglais, faites attention en descendant. »

Le capitaine Goodridge, lorsque le vieillard fut arrivé dans le salon, accosta une vieille dame aux cheveux tout blancs, les yeux rouges d'avoir pleuré, qui lui dit en anglais, mais avec un accent qui trahissait une étrangère : « Je vous suis obligée. » Le bagage des voyageurs se composait d'une *petite boîte très-lourde*, d'un sac qui paraissait contenir de l'argent et deux ou trois vêtements très-riches.

Il fut un peu difficile de sortir du port; des barques françaises avaient l'air de vouloir nous barrer le passage; elles se déplaçaient lentement. Enfin, le passage nous fut ouvert : on respirait à bord. Le capitaine Paul commença à élever la voix; les passagers semblaient plus tranquilles. Le voyageur descendu le premier avait défilé son bonnet, le châle qui lui enveloppait la figure; il avait ôté ses lunettes. Quoique ses favoris fussent coupés, il n'était pas difficile de reconnaître en lui Louis-Philippe. Auprès de lui étaient Marie-Amélie et le général Rumigny. Louis-Philippe parlait alors plus librement. La mer était mauvaise : l'*Express* dansait, soulevé par les vagues. Louis-Philippe devint fort malade.

Il fallut le soutenir; on dressa un lit pour lui dans le salon. Marie-Amélie se retira avec une femme de service dans la chambre des dames, à dix heures du soir. Tout le monde resta habillé. Vers minuit nous faillîmes (c'est un homme de l'équipage qui raconte ces détails) être touchés par un gros brick. L'alarme fut à bord. Marie-Amélie s'élança de la chambre des dames, criant : « Oh! où est mon cher monsieur? » Louis-Philippe s'empresse de la consoler. Louis-Philippe, très-ému, pleurait et sanglotait. Tous deux parlèrent anglais pendant le voyage; mais ils semblaient surtout désireux que l'on ne connût pas la route qu'ils avaient suivie de Paris au Havre, et exprimaient le vœu que les amis qui leur avaient facilité le moyen de se sauver ne fussent pas inquiétés à cause d'eux. Louis-Philippe et Marie-Amélie voulurent que 250 fr. fussent distribués à l'équipage. La boîte dont j'ai parlé était remplie de pièces de 20 fr. toutes neuves.

HOLLANDE.

Nous lisons dans l'*Observateur belge* du 18 mars : « Le *Nieuwe Rotterdamse Courant* contient la dépêche télégraphique suivante :

« La Haye, 7 heures 1/2.

« D'après les bruits qui circulent, un nouveau ministère serait composé comme suit : affaires étrangères, le comte Schimmelpenninck; colonies, Baud; finances, le président Van Hall; justice, Thorbecke; intérieur, Luzac; guerre, Madiol; culte catholique, Storm; marine, Ryk. »

« Le *Nieuwe Rotterdamse Courant* applaudit aux choix de MM. Tharbecke, Luzac, Storm et Baud; il considère M. Schimmelpenninck comme insuffisant pour le département des affaires étrangères, et désapprouve la nomination de MM. Van Hall et Ryk. »

Le *Journal de La Haye* du 16 annonce que le changement de politique du gouvernement hollandais est accueilli avec une vive satisfaction, et que partout des troupes de citoyens portant des drapeaux parcourent les rues en criant : Vive la liberté!

Il n'est pas certain cependant qu'on soit satisfait en Hollande de cette première victoire. En effet, une lettre de Hollande arrivée ce matin contient cette ligne significative : « Quand vous recevrez cette lettre, la République sera proclamée! »

SUISSE.

Genève. — Les électeurs se sont réunis le 11 mars pour procéder à la nomination d'un nouveau conseil d'état, en remplacement de celui qui avait donné sa démission. Il a été délivré 5,948 bulletins. Ont été élus : MM. James Fazy, par 5,767 voix; Moulinié, 5,797; Decrey (Balthazar), 5,747; Pons, 5,769; Bordier, 5,720; Janin, 5,724; Guillermet, 5,465; ce dernier en remplacement de M. Rillet-Constant, aujourd'hui occupé à Berne dans l'état-major fédéral.

ITALIE.

Nous avons annoncé sommairement la constitution définitive de la Sicile en un État séparé. Le paquebot le *Saint-Georges*, arrivé à Marseille, confirme cette nouvelle et ajoute ces détails :

« Le roi de Naples a capitulé. Il vient d'envoyer l'ordre nécessaire pour la remise de la citadelle de Messine aux Siciliens. Conseillé par la gravité des événements, lord Minto est parti de Naples avec la flotte anglaise, portant pour ultimatum à la Sicile toutes les concessions demandées, savoir : 1^o Parlement administratif et milice séparée; 2^o le prince de Trabia, lieutenant du roi en Sicile; 3^o président du conseil des ministres, le prince del Cassero; ministre pour la Sicile auprès de S. M. à Naples, le commandeur Sciarazzo; gouverneur de Palerme, le général J. Statella; gouverneur de Messine, le général Henri Statella; 4^o les citadelles de Messine et de Syracuse resteront, en attendant, avec garnison royale, jusqu'à ce qu'une commission en décide. En cas de dissentiment, seront arbitres, le grand-duc Léopold de Toscane et le roi Charles-Albert, en appel de Pie IX.

ESPAGNE.

— Le *Militar* publie le petit article suivant, qui dans la circonstance actuelle ne laisse pas que d'avoir une signification particulière :

« M. le ministre de la guerre déploie, depuis quelques jours, une grande activité. Des ordres ont été donnés pour qu'on se tint prêt dans les arsenaux et pour faire tous les travaux nécessaires dans les places fortes. On forme plusieurs divisions qui attendent leurs chefs, et les bataillons de la réserve seront bientôt sous les armes. Ces armements sont nécessaires par la situation actuelle de l'Europe! »

ALLEMAGNE.

Des troubles graves ont eu lieu à Berlin et à Vienne.

A Berlin, le roi résiste toujours et cherche à gagner du temps. A Vienne, Metternich a donné des ordres impitoyables. Dans ces deux capitales, le sang a coulé et des magasins d'armes ont été pillés et des barricades élevées. Ces nouvelles ne peuvent manquer de faire éclater l'explosion définitive dans les petits Etats tels que la Bohême, la Hongrie, Bade, le Wurtemberg, la Bavière et les provinces rhénanes.

PRUSSE.

Berlin, 13 mars (à dix heures du soir).
« Pendant que nous écrivons, de forts détachements de troupes sont postés à tous les coins de rues, et sur tous les points on entend aussi de temps en temps pousser des cris et passer les charges de cavalerie. Voici l'origine de ce mouvement :

« Les délégués de la ville, n'ayant pas cru devoir accepter la pétition projetée et signée, avaient indiqué une nouvelle réunion pour ce soir. La foule s'était réunie dans les tentes et aux environs, parce que le bruit s'était répandu que des arrestations avaient été faites dans le cours de la journée d'hier et d'aujourd'hui, et qu'en cas de besoin on s'opposerait par la force à toute délibération. Tout à coup on aperçut un gendarme armé de pied en cap dans une des tentes; on le tua; il se retira enfin vers la porte de Brandebourg, la foule le suivit en sifflant et en poussant des cris, et entourait dans une attitude menaçante le poste. On réclama un renfort; des gardes du corps, des dragons, des cuirassiers, des hussards et de forts détachements d'infanterie arrivaient; on chassa le peuple jusqu'aux Sept-Tilleuls, tandis que du côté du château, où des attroupements s'étaient formés l'après-midi, les soldats firent des charges. On entendait des cris, des sifflets, et malheureusement le sang coula. Il y a beaucoup de blessés. La collision fut très-grande tout près du château et aux environs de la place Saint-Pierre, d'où l'on chassa le peuple le long de la Grunstrasse vers le pont, qui était barricadé. Dans certains endroits on a enlevé des pavés; des pierres ont été lancées contre la troupe. Les avenues du château ont été occupées, et on a fait de nombreuses arrestations. L'arsenal et la banque sont gardés par des soldats. Les canons étaient prêts dans les casernes.

Les troubles ont continué le lendemain 14 mars.

« Il y a eu hier beaucoup de blessés, des gendarmes ont été tués. En ce moment, malgré le poste considérable qui se trouve en face de la banque, le peuple s'empare d'une boutique d'armurier. »

Une lettre particulière nous apprend que les ouvriers des faubourgs ont juré de venger le sang qui a coulé et de brûler le château royal.

Les nouvelles des autres districts de la Prusse ne sont pas plus rassurantes.

— On écrit de Halle, le 10 mars :

« En ce moment un corps de troupes considérable se concentre aux environs de notre ville. Il est évident que l'on veut fortifier le gouvernement saxon dans la résistance aux vœux du peuple, et, au besoin, le secourir par les armes, surtout vis-à-vis des habitants de Leipsick. La politique en serait-elle venue au point d'oser nous envoyer au feu contre nos frères allemands qui expriment à leurs souverains les mêmes vœux que nous? Il se trouvera parmi nous des hommes comme en Bavière. »

Cologne, 14 mars. — Hier au soir, on a donné la *Muette de Portici*. Le parterre a fait chorus avec les airs patriotiques, et a été en général très-agité. Dans la salle, on a demandé et chanté la *Marseillaise*. Les officiers et les dames ont alors quitté le spectacle dans le plus grand émoi.

— Nous avons dit que les nouvelles de la capitale de l'Autriche étaient sanglantes.

Voici ce qu'on nous écrit de Vienne :

« La jeunesse des écoles de Vienne, électrisée par ce qui se passe en Allemagne, vient également de se lever en masse contre l'oppression et notamment contre la police. Metternich a ordonné de mitrailler les étudiants sans pitié. La cavalerie et l'infanterie, pour la plupart composées de gens qui n'entendent pas l'allemand (Croates, etc.), se sont acquittées pour leur part de ces ordres infâmes en fusillant et en sabrant. Il y a eu des morts et un très-grand nombre de blessés. La famille impériale est devenue odieuse. La ruine des familles et du peuple, amenée par le système d'impôts du prince de Metternich, le profond crétinisme de l'empereur et les massacres qui viennent d'avoir lieu, ont enfin ouvert tous les yeux. Aucune concession n'est possible, on n'en veut plus. Retraite des princes et départ de l'impératrice mère, etc., etc.; voilà ce qu'on exige. Dans tous les cas, les Autrichiens sont maintenant du parti du mouvement. La Hongrie lève des troupes, par précaution, pour s'opposer au passage des Russes. »

— Une autre correspondance particulière que nous recevons nous fait savoir du Voralber, et en date du 14 mars :

« Le régiment autrichien en garnison à Bregenz, qui a reçu ordre de se mettre en marche pour la forteresse fédérale d'Ulm, ne trouvera pas le passage libre. Le Wurtemberg et les habitants se mettent de la présence des troupes impériales : « Nous sommes, s'écrient les habitants, les amis de la France républicaine; nous ne voulons pas ouvrir le passage à nos véritables et seuls ennemis. Tout le haut Wurtemberg est en arme, et prépare la résistance la plus énergique. On croit que le régiment ne quittera pas Bregenz. Notre pays, y compris le Tyrol, désire vivement appartenir à la Bavière. »

— Dans le grand duché de Bade, dans la Bavière et dans le Wurtemberg, tous les paysans sont sous les armes. Quant aux petits princes, ils prient et supplient, promettent tout dans leurs principautés : le droit de réunion, la liberté illimitée de la presse, etc., sont devenus des droits sacrés en peu de jours. Les Allemands, qu'ils s'en souviennent, n'auront que ce qu'ils prendront et ce qu'ils garderont le fusil au côté; or, dans ce moment ils peuvent tout prendre.

— Le roi de Prusse et Metternich viennent d'appeler tous les contingents sous les armes.

— La Bohême se lève comme la Hongrie, et les journaux salariés de Metternich avouent qu'à Prague douze citoyens avaient résolu d'employer la force pour aller proclamer une résolution à l'hôtel de ville... probable-

ment la république. Le 11, il y avait une grande agitation dans les rues de Prague.

— On écrit du grand-duché de Luxembourg, 14 mars, au *Courrier de la Moselle*, à Metz :

« Le drapeau français a été arboré hier à Ettelbrück, et les autres villes du grand-duché suivront très-probablement ce mouvement.

« Quant à Luxembourg, tout ce que nous pouvons en dire pour le moment, c'est que la garnison prussienne, qui garde cette place, vient d'être portée à 8,000 hommes. »

D'autres lettres venues des provinces rhénanes disent que les paysans se rendent armés dans les villes en chantant la *Marseillaise* et en criant : *Vive la liberté! l'égalité et la fraternité!*

Les journaux allemands nous apportent aujourd'hui des détails sur les troubles qui ont éclaté à Berlin dans la journée du 13; ils sont d'accord avec ceux que nous avons donnés hier d'après une correspondance particulière, sans y rien ajouter d'important. Ils signalent seulement quelques actes isolés de violence que nous ne connaissions pas : ainsi, en plusieurs endroits, des citoyens paisibles, inoffensifs, ont été attaqués et blessés par la troupe. A la date du 13, le calme matériel était rétabli à Berlin; mais la population était très-irritée contre les soldats, qui avaient fait plusieurs charges sans sommation préalable.

Le bruit a couru aujourd'hui à la Bourse qu'une nouvelle collision aurait eu lieu à Berlin. Après une lutte acharnée, les troupes auraient été obligées de battre en retraite devant les citoyens, et le roi aurait immédiatement accordé une constitution. Toutefois, nous devons faire remarquer que les journaux allemands donnent des nouvelles de Berlin à la date du 13 et ne font aucune mention d'un nouveau mouvement.

On nous communique à l'instant une lettre particulière en date du 13 mars, venant de Berlin, qui contient les lignes suivantes :

« Hier, c'était de l'agitation; aujourd'hui le combat s'engage. Le peuple dépave les rues et crie qu'il faut aller brûler le palais du roi... J'aperçois le ministre Bodelschwing que l'on poursuit à coups de pierre et qui se réfugie dans une maison... Je prends mes armes et je cours aux barricades. »

A Dusseldorf et à Bonn, des pétitions ont été signées et adressées par des professeurs de l'Université, par les étudiants et un grand nombre d'habitants, au roi, pour obtenir sans retard des réformes politiques et administratives.

A Cologne, on a donné une représentation de la *Muette de Portici*, qui a produit un grand effet. Le spectacle s'est terminé par la *Marseillaise*, chantée à la fois par les spectateurs et les acteurs.

On dit que le roi de Prusse fait diriger quelques régiments vers la frontière de Saxe, afin d'appuyer par cette démonstration la résistance que le roi de Saxe essaie d'opposer aux demandes de réforme qui se produisent avec énergie à Dresde et à Leipsick; mais on peut espérer, d'après l'attitude ferme des populations, qu'elles triompheront des obstacles qu'on tente d'apporter au développement des idées de liberté.

Un journal allemand annonce la formation prochaine, à Dresde, d'un congrès auquel assisteraient plusieurs souverains allemands.

— Selon la *Gazette d'Augsbourg*, l'Autriche songerait à concentrer un corps d'armée sur le Rhin. Mais outre ses embarras intérieurs, embarras qui s'aggravent chaque jour, qui même, d'après certaines rumeurs répandues aujourd'hui en seraient arrivés à une démonstration agressive à Vienne même, et ne lui laissent guère la liberté de son action, le cabinet autrichien rencontrerait certainement de sérieuses difficultés de la part des souverains de l'Allemagne occidentale dans l'exécution d'une semblable mesure.

— On écrit de Prague (Bohême) le 11 mars :

« Hier, une réunion devait avoir lieu dans le Wenzelsbad, où se rassemblent ordinairement les patriotes. L'autorité l'a défendue; néanmoins, elle aura lieu aujourd'hui, et, au besoin, on emploiera la force pour voter des résolutions et les proclamer ensuite solennellement à l'hôtel de ville. Il règne une grande agitation dans les rues, et tout semble annoncer que l'on veut attirer les classes inférieures. Dans les circonstances actuelles, le moindre accident peut entraîner des conséquences incalculables. »

Faits divers.

Par décret du Gouvernement provisoire, un monument sera élevé au maréchal Ney sur le lieu même où il a été fusillé.

— Avant-hier, au moment où les citoyens qui se sont rendus près du Gouvernement provisoire arrivaient à l'hôtel de ville, ils ont rencontré un certain nombre de prêtres irlandais qui ont été salués partout d'acclamations enthousiastes.

Ces témoignages de sympathie de la population de Paris aux délégués de l'Irlande auront de l'écho dans ce malheureux pays.

— Le bureau établi à la Monnaie pour la conversion en écus de la vaisselle et de l'argenterie que l'on s'empresse d'y porter a été encombré aujourd'hui.

Cet empressement des citoyens les plus aisés mérite d'être encouragé et expliqué.

Le métal précieux converti en espèces augmente la circulation du numéraire dans le pays. Ceux qui le vendent se procurent ainsi de l'argent à de bien meilleures conditions qu'en empruntant sur immeubles ou en vendant des valeurs mobilières, telles que rentes ou actions, dont le prix baisserait en raison des besoins d'argent et de l'abondance des offres. Enfin, dès que la reprise des affaires le permettra, on prépare ainsi des façons à l'orfèvrerie, branche importante de notre industrie parisienne.

La direction de la Monnaie a pris ses mesures pour éviter toute perte de temps aux déposants, et les nouvelles pièces à la République sont déjà en circulation dans Paris. On pourra frapper près d'un million par jour.

— Ce matin, dès neuf heures, M. d'Argout, gouverneur de la Banque de France, était au Palais-National, occupé à diriger l'organisation du comptoir d'escompte,

dont l'ouverture est fixée à lundi.

Tous les jours, une vingtaine de voitures à déménagement sont occupées à transporter des Tuileries au garde-meuble national les meubles et ouvrages d'art qui garnissaient les Tuileries.

— Les boulangers de Paris, par les soins de leurs syndics, ont versé à l'Hôtel-de-Ville une somme de 3,000 francs, pour être ainsi affectée : 1,000 francs au profit des victimes de la révolution de février, et 2,000 francs au profit des ouvriers sans ouvrage. Le versement a été fait le 10 du courant.

— Le citoyen Bergeron a été nommé commissaire-général des départements de l'Aisne et de la Somme; il est parti hier.

— Nous sommes heureux d'avoir tous les jours à enregistrer des actes de désintéressement et de patriotisme. Aujourd'hui, un honorable citoyen qui, malgré de vives instances, a refusé de dire son nom, a déposé à la mairie du 3^e arrondissement, douze couverts d'argent dont il fait don à la République.

— Le comptoir national d'escompte a été constitué définitivement aujourd'hui. Après avoir entendu une allocution de M. Pagnerre, le conseil d'administration et le conseil d'escompte ont immédiatement commencé les opérations du comptoir.

— Une députation des Irlandais demeurant à Paris est venue présenter au Gouvernement une adresse de félicitations. M. Lamartine a répondu. La députation s'est retirée aux cris de : *Vive la République!*

— Une députation des Norwégiens habitant Paris est venue, au nom de ses compatriotes, présenter son adhésion à la République française.

M. Ole Bull, au nom de ses concitoyens, a lu une adresse chaleureuse au peuple français.

M. Lamartine a répondu à cette adresse quelques mots remplis de noblesse et de grandeur qui ont excité dans le cœur des assistants une émotion profonde.

Puis la députation a déposé dans la salle de réception un drapeau français et un drapeau norvégien et s'est retirée aux cris répétés de *Vive la République!*

— Une députation de Hongrois, dirigée par le poète Hago, est venue offrir au Gouvernement provisoire son adhésion spontanée et l'expression de son attachement au dogme admirable de la fraternité. M. de Lamartine a reçu avec émotion ces représentants d'un peuple célèbre, qu'une révolution glorieuse vient d'affranchir.

« Quand vous retournerez dans votre belle patrie, a-t-il ajouté, dites-lui qu'elle compte en France autant d'amis qu'il y a de citoyens français. »

La députation accueille ces paroles par les cris répétés de *Vive la République!* Elle laisse, en se retirant, dans la salle de réception, un drapeau français et un drapeau hongrois réunis par une banderolle.

— Le bruit a couru hier et ce matin à Paris que l'empereur de Russie avait été frappé d'une attaque d'apoplexie foudroyante.

Nous ne voyons dans les journaux et correspondances d'Allemagne rien qui confirme cette nouvelle.

Seulement, comme nous l'avons dit hier, les titres hypothécaires ont baissé subitement à Varsovie de 82 à 62, circonstance qui fait croire que l'on aurait reçu dans cette ville avis de quelque événement capital.

— Hier matin, deux bataillons de garde nationale mobile ont traversé le faubourg Saint-Antoine, venant de Vincennes, où il leur a été délivré des armes.

— On nous écrit ce qui suit :

« Le duc et la duchesse de Montpensier ne sont pas partis pour l'Allemagne, comme l'annoncent aujourd'hui plusieurs journaux, mais bien pour l'Espagne, et ils débarqueront à Saint-Sébastien, où le duc d'Alhucema est allé les recevoir.

« Ce n'est pas tout : Isturitz, qui a quitté Paris avant-hier, se rendant à Londres, en sa qualité d'ambassadeur de la reine Isabelle II, est chargé, par le ministre Narvaez, de se concerter avec les représentants de l'Autriche, de la Russie, de la Prusse et de l'Angleterre, à l'égard de la conduite que l'on devra suivre vis-à-vis de la République française. Narvaez se fait fort de la mettre à la raison, pour peu que les puissances du nord veuillent bien venir en aide, et qu'elles commentent par envoyer à Madrid leurs ambassadeurs respectifs, en reconnaissant ouvertement la reine Isabelle.

Attention, citoyens, le grand sabre de Narvaez nous menace. Gare à sa bonne lame de Tolède!

— Une dépêche de Berlin du 14 mars annonce que l'empereur de Russie a déclaré de la manière la plus positive qu'il s'abstiendrait également de toute intervention dans les affaires de la France, tant que la France elle-même n'attaquerait pas les territoires étrangers.

— Avant-hier, à cause de la grande manifestation des travailleurs, tous les ateliers ou presque tous ont été fermés comme aux jours de fête.

— Une multitude de citoyens allaient hier à l'hôtel des Monnaies changer leur argenterie, au prix d'un tarif très-avantageux, contre du numéraire.

— L'activité qui règne en ce moment à l'hôtel des Monnaies de Paris est indicible. Les fourneaux, les laminoirs, les balanciers, les machines et tout un monde d'ouvriers y fonctionnent du matin au soir.

Tous les jours maintenant les merveilleuses presses de Thonnelier jettent dans les seilles près d'un million de pièces de cent sous frappées au coin de la République, valant 5 millions de francs.

Ce nouveau numéraire est immédiatement envoyé sur la Banque et le Trésor public.

— Aujourd'hui, dimanche, les *Savoisiens* habitant Paris se sont réunis sur la place de la Révolution pour se rendre en corps à l'hôtel de ville et présenter une adresse d'adhésion au Gouvernement provisoire.

Chacun portait au bras gauche un brassard bleu-Louise. Avant le départ, il a été fait une collecte au profit des blessés.

L'un des gérants, rédacteur en chef : CABAYNE

Imprimerie Lacrampe et Fertiaux, rue Damiette, 2.